

Hubert Blanc, chef de la mission Grand Nord-Est

by Le Moniteur - lundi, mars 23, 2009

<https://www.correspondances.fr/hubert-blanc-chef-de-la-mission-grand-nord-est/>

« Le Nord-Est, zone prioritaire du Grenelle »

Quelles sont les grandes lignes du rapport que vous remettez fin mars sur le développement et l'attractivité d'un territoire incluant la Lorraine, la Champagne-Ardenne et l'Alsace, ainsi qu'une partie du Nord-Pas-de-Calais, de l'Ile-de-France et de la Picardie ?

Les préfets, les collectivités et acteurs économiques des régions concernées jugent prioritaires l'émergence des industries liées au développement durable, l'amélioration des échanges nord-sud et est-ouest, le renforcement des coopérations transfrontalières et un travail sur l'image du Nord-Est.

Quels atouts identifiez-vous en matière de développement durable ?

Le Nord-Est détient déjà une longueur d'avance, notamment pour la valorisation du bois, de la fibre et de la biomasse. Il doit devenir une zone prioritaire d'application du Grenelle de l'environnement. L'émergence d'une filière bois englobant presque tout le quart nord-est de la France me semble particulièrement prometteuse. Ancien préfet des Vosges, j'ai le sentiment que les choses n'ont pas beaucoup bougé en vingt ans, mais qu'il se produit actuellement un véritable déclic en matière de connaissance et de valorisation de la ressource et d'éco-construction.

Le plan de relance annoncé par le gouvernement peut-il contribuer à accélérer le désenclavement auquel aspirent les régions du Nord-Est ?

Le plan de relance peut contribuer à finaliser des projets structurants tels l'achèvement de la LGV Est, l'accélération des études sur la voie navigable Saône-Moselle, le doublement du gabarit de la liaison fluviale entre les ports de Nogent et de Bray-sur-Seine, ou encore les aménagements portuaires et les plates-formes multimodales entre Metz et Nancy. Au cours des dix prochaines années, il faudra également faire émerger un véritable axe ferroviaire nord-sud reliant le Luxembourg à la Méditerranée. En Lorraine, cette liaison se traduira par l'aménagement d'une desserte de qualité entre Luxembourg, Nancy, Epinal et Belfort ou Dijon.

Comment les administrations centrales peuvent-elles contribuer à la redynamisation du grand Nord-Est ?

Les collectivités demandent au ministère de la Défense de faire preuve de clarté et de rapidité pour accélérer la disponibilité des emprises dont l'armée se retire. Sur le plan diplomatique, il convient de relancer des relations avec le Luxembourg pour permettre à la Lorraine d'instaurer un partenariat d'égal à égal avec le Grand-Duché. D'autre part, il faut réformer la gouvernance transfrontalière de l'espace Sarre-Lorraine-Luxembourg – Rhénanie-Palatinat – Wallonie – et éventuellement, l'étendre aux Ardennes, pour rendre la Grande Région plus opérationnelle. Je souhaite également que les

délocalisations d'administrations et de grands équipements dans le quart Nord-Est de la France se poursuivent.